

Les exigences de l'évangile et la question sociale

Autor(en): **Grin, Edmond**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue de Théologie et de Philosophie**

Band (Jahr): **38 (1950)**

Heft 155: **Au service du Dieu vivant : hommage de reconnaissance à M. Emile Brunner**

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-380522>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LES EXIGENCES DE L'ÉVANGILE ET LA QUESTION SOCIALE

Le terme « social » prête à d'innombrables malentendus. Au sens étroit, cet adjectif recouvre le seul souci des réalités matérielles par opposition à celles qui sont d'un ordre plus élevé, en particulier d'ordre moral. Au sens large, en revanche, il englobe la vie commune tout entière : famille, profession, société.

Un chrétien, cela paraît évident, ne saurait s'attacher qu'à ce dernier sens : il ne peut séparer la vie sociale de la vie morale. La question sociale désignera donc pour nous le « problème consistant à résoudre les difficultés économiques et morales que soulèvent l'existence des classes sociales et le fait de la misère » (cf. Lalande, *Vocabulaire de la philosophie*).

Si l'Évangile ne renferme aucun programme social défini, il comporte une exigence spirituelle très nette : exigence concernant notre relation avec Dieu, et qui entraîne des conséquences inéluctables sur le plan social.

I. LE JUGEMENT DE L'ÉVANGILE SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE CONTEMPORAINE

Évangile et économie capitaliste

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, le monde civilisé a vécu dans la situation créée par l'économie capitaliste.

Si, comme le veut Sombart ⁽¹⁾, le capital est une somme de valeurs d'échange servant de base concrète à une entreprise, le capitalisme est le système économique à base de capital.

(1) Dans son *Handwörterbuch der Soziologie*.

Phénomène très ancien, mais qui s'est développé de façon prodigieuse au siècle dernier grâce au machinisme, le capitalisme n'est pas avant tout un fait d'ordre matériel, mais bien plutôt d'ordre psychologique et moral. L'ampleur prise par le capitalisme à l'époque contemporaine s'explique dans une large mesure par le fait que toutes les conditions nécessaires au développement de ce régime se sont trouvées remplies comme jamais auparavant : Des produits manufacturés dépassant les besoins courants, et dont une part pourra être épargnée. — L'existence d'une classe de travailleurs dépourvus des moyens de gagner leur vie de façon indépendante. — Un développement de l'industrie qui utilise soit une main-d'œuvre en groupe, soit des machines. — L'existence de marchés importants accessibles, et dont la population a le désir et la capacité de consommer les produits de l'industrie. — L'esprit capitaliste enfin, c'est-à-dire la volonté d'utiliser la richesse acquise pour s'assurer un bénéfice, en organisant des entreprises industrielles.

Envisagé dans son essence, le capitalisme est une forme de la vie de la société humaine, et aussi une attitude fondamentale imposée à l'homme moderne en face des réalités économiques. Le capitalisme, en effet, repose sur trois principes essentiels :

Le principe du profit : l'idée du gain matériel sous forme d'argent, tout à fait à l'opposé de l'idée de la « subsistance » qui dominait dans les systèmes précapitalistes. Une notion du gain toute quantitative a pris la place des notions qualitatives qui régnaient auparavant. On ne s'intéresse plus aux objets fabriqués eux-mêmes, mais uniquement à leur valeur marchande, parce qu'on peut sans cesse la remettre en mouvement sous forme de capital.

Le principe de l'individualisme absolu : le rapport entre l'individu et la société est envisagé de façon toute nouvelle ; le « sujet économique » est considéré en lui-même, sans tenir compte des liens qui le rattachent à ses semblables ; l'être humain n'est plus qu'une « chose productive ».

Le rationalisme économique : l'estimation purement numérique de tous les facteurs, sans exception. L'économie entière devient une vaste machine entraînée par une sorte de fatalité. « Autrefois les affaires obéissaient à la loi des hommes. Aujourd'hui les hommes obéissent à la loi des affaires. » (1)

(1) M. LAFFON-MONTELS, *Les étapes du capitalisme*. Paris, Payot, 1938, p. 205.

Les conséquences sont considérables :

Travail et propriété sont séparés dans la production. Par conséquent celui qui joue le rôle déterminant dans l'économie n'est plus le travailleur, mais celui qui fournit l'argent, le capitaliste. Le revenu acquis sans travail proprement dit devient la règle.

Les relations entre celui qui fait travailler (le capitaliste) et celui qui accomplit le travail (ouvrier, technicien, directeur) sont dès lors tout à fait impersonnelles, pure affaire de chiffres. Dans les grandes entreprises industrielles modernes la « dépersonnalisation » a atteint un degré étonnant. Et comme les liens entre direction et ouvriers n'existent plus, la solution des conflits de masse est devenue singulièrement difficile.

La concentration du capital, encore, amenée par le régime de la libre concurrence, qui engendre le désir d'augmenter sans cesse les possibilités. La puissance économique repose toujours davantage entre quelques mains : trusts, cartels, etc. Bientôt elle se transforme en puissance politique et sociale. Le capitalisme, chacun le sait, peut dominer la presse, qui a besoin d'argent ; il peut dominer l'Etat, et même, parfois, l'Eglise.

La naissance du prolétariat aussi, dont on « achète » le travail au sens le plus littéral du terme ; classe toute spéciale de la société moderne, marquée par des caractères psychologiques très particuliers. Comment en serait-il autrement vu l'incertitude du gain, le fréquent changement de résidence, voire de travail, la dépendance totale par rapport à celui qui fait travailler, et la vie dans les vastes « casernes locatives » des grandes villes ?

Enfin, sur le plan moral, la conséquence la plus redoutable du capitalisme : suppression de la dignité du travail, ravalé au rang de simple denrée. Par suite d'une logique interne implacable, le système dont nous parlons amène à considérer l'ouvrier comme une sorte de « chose », « d'objet ». Sa liberté, sa dignité de créature vivante passent à l'arrière-plan. Toute joie au travail disparaît.

Alors même que nous avons poussé au noir le tableau ; alors même que l'Etat s'est efforcé, un peu partout, d'atténuer ces conséquences désastreuses — ce qui constitue, remarquons-le, la condamnation du système — c'est pourtant en face de cette réalité économique et sociale que le chrétien du XX^e siècle se trouve placé.

Si l'on entend juger le capitalisme à la lumière de l'Évangile, il faut remonter au grand fait de l'amour de Dieu en Jésus-Christ, et

aux deux exigences fondamentales qui en découlent pour le croyant :
 parce que Dieu, en Christ, s'est montré et se montre encore chaque jour pour les hommes un Père, l'humanité doit constituer une famille de frères ;

parce que Dieu est un Père qui connaît personnellement chacun de ses enfants, il les appelle personnellement à son service ; et comme il n'y a pas de limites à l'action de Dieu au sein de l'humanité, ce service doit s'accomplir dans le cadre de la profession séculière ; donc sur le plan chrétien toute profession est vocation.

Envisagé en fonction de cette double exigence, le capitalisme tombe sous le coup d'une sévère condamnation. Dans son essence même ce régime désavoue radicalement le sens profond que la foi chrétienne découvre à la vie économique et sociale : il empêche l'individu de réaliser dans son existence quotidienne et le service de Dieu et celui du prochain.

Le capitalisme et ses conséquences, renversement de l'ordre divin.

Evangile et économie communiste

Friedrich Engels, l'*alter ego* de Karl Marx, a souligné dans ses écrits la parfaite analogie qu'il croit découvrir entre communisme contemporain et christianisme primitif. C'est là une grossière erreur. Le christianisme des débuts a affirmé une seule égalité : l'égalité religieuse de tous les êtres humains devant Dieu. Et cette affirmation a toujours été accompagnée d'un refus catégorique d'opérer par la violence une rénovation des institutions sociales. Il est vrai que l'attitude chrétienne devait se modifier par la suite sous l'influence de conceptions étrangères à l'Evangile, en particulier l'idée du mépris de la matière. Vrai aussi que d'une façon générale, aux XVIII^e et XIX^e siècles, le « communisme chrétien » n'a plus joué de rôle appréciable dans l'Eglise. Le protestantisme a en somme accepté sans autre l'économie capitaliste, à laquelle il a été assez étroitement lié. Aussi le grand mouvement socialo-communiste des temps modernes s'est-il développé en dehors des Eglises. Il s'est attaché, acharné même à faire disparaître l'idéal de communisme strictement religieux des premiers chrétiens. Il est donc pour le moins hasardeux de faire découler le communisme contemporain en droite ligne de la tendance spirituelle dont parle le chapitre II du livre des *Actes*.

Les principes du communisme sont difficiles à déceler parce que la doctrine manque singulièrement de stabilité. Bornons-nous à dire, avec Berdiaeff, que le communisme marxiste se donne comme une conception universelle de la vie. Apportant la solution de tous les problèmes, il entend être à la fois une politique, une morale, une économie et une philosophie. Peut-être est-il surtout une religion, qui, pour bien des âmes, tend à remplacer l'Évangile.

Avec cette religion nouvelle nous sommes en présence des conséquences extrêmes du libéralisme philosophique et théologique du XIX^e siècle : le subjectivisme de Feuerbach. Tout l'effort de ce penseur, en effet, a visé à transformer la théologie en une anthropologie. En somme, Feuerbach va dans la même direction que des théologiens comme Strauss et Bauer. Il pousse simplement plus loin qu'eux : la religion, transposition, projection des aspirations humaines dans ce que l'homme appelle arbitrairement le transcendant. Toute la richesse humaine a été reportée sur Dieu. La foi en Dieu exprime non seulement la faiblesse de l'homme, mais son esclavage.

De ces déclarations Marx va tirer des conclusions d'ordre social : la foi en Dieu fait plus qu'exprimer la faiblesse de l'homme ; elle maintient l'être humain, le prolétariat, dans l'abaissement. Il faut donc rejeter les consolations illusives d'un Au-delà imaginaire et penser en fonction de cette terre seulement. Bref, il faut s'opposer à toute religion. Le marxisme répond infiniment mieux que le christianisme à toutes les aspirations de notre âme.

En face du capitalisme, le communisme se caractérise par la répudiation de deux principes essentiels. A la place du principe du profit, la réponse au besoin. A la place de la propriété privée des grands moyens de production, la socialisation de ces moyens. Quant au passage d'un des systèmes économiques à l'autre, il se fera par la violence exercée sur le plan politique.

Derrière ces idées, d'ordre purement économique semble-t-il, il y a en réalité toute une philosophie. Pour la première fois dans l'histoire de la pensée, on fait état du concept de l'égalité rationnelle entre les hommes, pure abstraction de notre esprit. Malgré ses prétentions contraires, le communisme ne dépasse pas un point de vue tout individualiste. Il parle constamment de collectivité ; mais sa collectivité est simplement le conglomérat de ces atomes que sont les individus.

Le caractère rationnel, donc abstrait de la doctrine, apparaît sur un autre point : la violence ; l'Etat ne l'exercera que momentanément, dit-on, jusqu'à ce que tous les individus aient appris à penser « communiste ». Derrière de telles affirmations apparaît la tendance optimiste du système. Optimisme tout rationnel : on croit aveuglément au Progrès... Et pourtant, l'expérience le prouve, né de la violence, le communisme ne peut subsister que par la violence. Ils se trompent donc lourdement les gens qui font du communisme l'antithèse du capitalisme. Chacune des deux doctrines est absolument contraire à l'ordre du Dieu créateur. Tout pesé, c'est exactement le même système, mais avec un « signe » renversé !

Les conséquences du communisme ?

La déshumanisation de l'individu d'abord. (Et pourtant le marxisme prétend assurer son bien-être !) Aux yeux de Marx, le phénomène initial est la société. L'homme, lui, simple épiphénomène. Dès lors, l'individu est réduit au rang d'instrument de l'économie, comme dans le régime capitaliste.

En outre, un retour à une sorte de démonisme. Le monde du marxisme est divisé en deux camps : celui de la lumière, le prolétariat ; celui des ténèbres, la bourgeoisie. Et tout est permis au défenseur de la lumière pour venir à bout du royaume de la nuit. De là une haine satanique à l'adresse de la société bourgeoise. On l'a relevé, le communisme a besoin du capitalisme pour le haïr. De là la lutte des classes envisagée comme une permanente nécessité.

Haine de la religion surtout : elle endort les exploités par l'espoir, illusoire, d'une compensation céleste ; elle endort les exploités, elle calme leurs scrupules en les engageant à pratiquer la bienfaisance. Il faut donc faire disparaître un soporifique dont on n'a que trop abusé.

Le jugement de l'Évangile sur le communisme ? Une condamnation sans réserve. Entre eux deux, l'opposition est irréductible. En somme tout le débat se ramène à cette seule question : changer la vie ou changer l'homme. Là, et non ailleurs, est le point de séparation.

Les deux doctrines présentent des analogies extérieures : l'emploi du mot « transformer », par exemple. Mais, par le même terme, on désigne des données entièrement différentes. Le matérialisme économique et social prétend transformer l'homme en transformant le monde. Au lieu que le spiritualisme réaliste de l'Évangile vise à transformer l'homme, et, par là, la société.

Grande différence au point de départ, donc. Et différence tout aussi grande dans les moyens d'action. Chaque chrétien qui naît à la vie spirituelle représente vraiment un être nouveau, donc rayonnant, donc possédant à l'égard de son entourage une puissance de transformation. Tandis que le marxisme, qui ne croit pas au péché, est paralysé par son matérialisme économique. A supposer que le système social soit un jour transformé, l'homme restera l'homme. Donc rien ne sera changé.

Enfin, but dernier totalement différent. En un certain sens communisme et christianisme sont tous les deux eschatologiques. Mais l'*eschaton* chrétien est éternel, et de ce fait il peut être immédiatement présent dans l'âme de chaque croyant. L'*eschaton* marxiste, lui, est temporel, par conséquent son accomplissement est renvoyé à un futur très lointain et très incertain. Constatation qui amène à dire : seul le chrétien est réaliste. Il a pour point de départ le but auquel tend l'espérance communiste : par la conversion il conquiert d'emblée l'essentiel, grâce à quoi il pourra s'appliquer à la transformation du monde. — Le converti communiste vogue en pleine utopie : pour son action d'aujourd'hui et pour son effort de demain, il table sur un fait qui n'est pas encore accompli (la transformation extérieure du monde), qui ne le sera peut-être jamais...

Nous concluons : Sur le plan doctrinal l'Évangile condamne un système qui contredit absolument à l'exigence communautaire de la foi chrétienne. Sur le plan pratique le chrétien condamne une forme d'état qui contredit forcément à toute autonomie spirituelle de l'individu au sein de la communauté.

II. LES EXIGENCES DE L'ÉVANGILE EN FACE DE QUELQUES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX D'AUJOURD'HUI

Voilà bien du négatif... Et pourtant, concernant les sujets dont nous avons parlé, il y a dans l'Évangile des exigences très nettes : souci de la personne humaine, créature de Dieu, et souci de la communauté, voulue de Dieu. Sur le plan chrétien ce double souci commande tout ⁽¹⁾. Une parole de Jésus revêt pour ses disciples une

(1) Dans la perspective de l'Évangile, qui dit personne dit nécessairement vocation. Avec D. de Rougemont nous définissons la personne chrétienne un être à la fois libre et engagé. Libre : appelé à répondre par un choix à la vocation particulière que Dieu lui adresse. Engagé : l'acceptation de cette vocation rattache l'homme à la personne de son prochain.

La communauté est alors la société de ces êtres libres et engagés, donc une donnée en même temps spirituelle et sociale.

importance capitale : « L'ouvrier est digne de son salaire » (Luc x, 7). Elle s'oppose catégoriquement à une notion fondamentale de l'économie contemporaine : « A travail égal, salaire égal. » Ce mot d'ordre, qui fait dépendre la rémunération uniquement du travail fourni, est d'inspiration nettement matérialiste, donc païenne. Il foule aux pieds l'exigence du Seigneur, qui ne veut pas que le salaire soit séparé de la personne du travailleur. Opérer cette séparation, c'est porter atteinte à la personne qui travaille, donc à la dignité de son labeur, et aussi à la communauté. C'est pécher gravement contre Dieu, puisque travailleur et communauté sont voulus de lui.

Objectera-t-on que cette déclaration du Christ ne dit rien quant au montant du salaire ? Littéralement c'est vrai. Pourtant elle dit beaucoup : elle fixe une norme d'ordre moral et spirituel. Si la personne humaine est au centre des préoccupations économiques et sociales, le salaire doit être suffisant pour permettre à l'ouvrier d'assurer sa subsistance et aussi la dignité de sa personne au sens chrétien. Tout cela, bien entendu, est en relation étroite avec le coût de la vie et la qualité du travail fourni. Mais, pour l'Évangile, l'essentiel est de penser à l'homme. Puisque l'ouvrier est digne de son salaire, il est inadmissible de le traiter comme une simple « chose productive » (capitalisme) ou comme un simple « instrument de l'économie » (communisme).

A la lumière de ce qui précède, il nous est loisible d'aborder telles questions brûlantes de l'ordre économique et social.

a) Cette parole du Sauveur (Luc x, 7) nous éclaire sur la valeur à attribuer aux objets manufacturés. En effet, tous les produits de l'industrie — sauf la part minime de matière première qu'ils renferment — sont nés du travail des hommes. Leur valeur économique est donc constituée dans une large mesure par ce travail même, par ce que l'ouvrier y a mis de soi. Or les économistes des XIX^e et XX^e siècles ont fait dépendre la valeur d'un produit avant tout de la loi, combien factice, de l'offre et de la demande, et très peu de l'apport humain que réclame sa confection. On a vu dans les objets la seule valeur d'échange. Et cela a rendu possible cette monstruosité sociale : de grandes entreprises détruisant des produits résultant du long labeur des hommes, par crainte de ne pouvoir les vendre assez cher, alors que les ouvriers d'autres contrées avaient un urgent besoin de ces mêmes produits !

Les problèmes économiques et sociaux posés par la surproduction, par les monopoles et par les dictatures économiques sont pratiquement insolubles si on les envisage du seul point de vue technique. Ils deviennent beaucoup plus simples (sans disparaître pourtant) si on les envisage aussi sous l'angle spirituel : en fonction de la personne du travailleur, et aussi de la communauté que Dieu nous ordonne de former. La vision chrétienne des choses libère l'homme de l'esclavage des prétendues lois économiques, qui le tenaient enchaîné.

Chaque chrétien, à la place où il se trouve, peut travailler à cette libération. Il suffit par exemple qu'il s'informe, avant d'acheter tel article, de la raison d'être de son prix très bas ; et qu'il ait le courage de renoncer à l'achat s'il apprend (ou suppose) que ce prix est rendu possible par un salaire de famine. Devant cette attitude pratique généralisée — attitude que dictera seule une conviction chrétienne — les lois économiques soi-disant inéluctables perdraient vite de leur rigidité.

b) La double exigence de l'Évangile éclaire également le problème de la concurrence. On ne saurait la condamner sans autre car elle présente toujours un double aspect. L'un bienfaisant : elle stimule l'homme, le poussant à améliorer sans cesse son travail, à imaginer, à inventer. L'autre malfaisant : la concurrence au service de l'égoïsme, qui avilit les prix, soutenue par de gros capitaux, afin de faire sombrer une entreprise rivale. Assurément aucune donnée de l'Évangile ne nous permet de fixer une limite précise entre concurrence bienfaisante et concurrence malfaisante. Mais le double souci dont nous avons parlé : celui de la personne et celui de la communauté, donne à chacun des directives suffisantes sur ce point.

c) Passons au problème des salaires en relation avec les charges de famille. Pendant très longtemps, nous l'avons vu, et jusqu'au bouleversement amené par la seconde guerre mondiale, l'économie contemporaine a été guidée par le slogan : à travail égal, salaire égal. En sorte que le travailleur célibataire a reçu exactement la même rétribution que l'ouvrier marié obligé d'entretenir femme et enfants. Sur le seul plan matériel déjà, c'est une énormité : par les dépenses auxquelles il est contraint, l'homme marié et père de famille crée autour de lui des occasions de travail infiniment plus nombreuses que le célibataire. Donc, même indépendamment de toute considération d'ordre chrétien, le célibataire serait plus utile à la société en aban-

donnant une partie de sa rémunération à ses camarades mariés. Comme quoi le simple souci matériel de la société conduit naturellement au système de la compensation. Et pourtant il a fallu la guerre et ses conséquences lamentables pour faire accepter cette idée dans notre pays !

Nos observations ne signifient pas qu'il faille fixer le salaire uniquement d'après les charges familiales de l'ouvrier. Ce serait mépriser le travail. Mais, fondée sur l'Évangile, l'Église doit exiger que l'économie tienne compte aussi de cet élément-là dans l'établissement du montant de la rémunération.

d) Au sujet des relations entre patrons et employés, l'Évangile a beaucoup à nous dire. Chacun connaît l'admirable passage I Corinthiens XII, 14 : « Le corps n'est pas formé d'un seul membre mais de plusieurs... Si le corps entier était œil, où serait l'ouïe ? S'il était ouïe, où serait l'odorat ?... Si tout le corps ne formait qu'un membre, y aurait-il un corps ? Il y a donc plusieurs membres et un seul corps... Et les membres que l'on croit les plus faibles sont très nécessaires. » Ce qui vaut pour la communauté religieuse vaut aussi, aux yeux du chrétien, pour la communauté économique et sociale. Le croyant a le devoir de pratiquer cette « extension » puisque, d'après l'Évangile, tout travail qui est service des frères est un service spirituel.

Le souci de la communauté exige que dans la vie économique comme dans l'Église, quelqu'un commande, et que d'autres obéissent. L'Évangile veut donc qu'il y ait des responsables, des chefs. Seulement ces responsables ne le sont pas avant tout à l'égard de l'entreprise et des propriétaires des capitaux investis, comme le prétend l'économie contemporaine ; mais bien envers toute la communauté, c'est-à-dire envers la personne de leurs frères. L'Église doit faire triompher l'idée de service. Mais service de tous, et non de quelques intéressés seulement.

L'Écriture est catégorique à propos des « maîtres » : « Agissez [avec affection] envers vos serviteurs. Laissez là les menaces car vous savez que leur maître et le vôtre est dans les cieux, et qu'il n'a pas égard à la condition des personnes » (Eph. VI, 9). Donc, comme à propos de la femme et du mari, soumission et domination « en Christ », dans lequel tous sont égaux. Non que le chef chrétien doive sans cesse fermer les yeux : son entreprise aurait tôt fait d'aller à la ruine. Non qu'il s'agisse de supprimer la différence entre chef et subordonnés : le Dieu de l'Évangile est un Dieu d'ordre. Mais

dans la perspective de la foi, où tout est envisagé en fonction de la communauté constituée par des personnes, la tâche du chef est un service, et chaque subordonné un collaborateur.

L'épître aux Ephésiens est également très nette au sujet des serviteurs : « Servez [vos maîtres] avec affection, comme s'il s'agissait du Seigneur et non des hommes » (VI, 7). Toujours le même mot d'ordre : obéissance mais « en Christ ». Le serviteur chrétien voit dans son maître, au sens le plus profond, celui qui possède la maîtrise, la vraie capacité. Parce qu'il est tel (et pour cela seulement) il est à la tête.

e) Quant à la propriété privée, on connaît le point de vue de l'Ancien Testament : toute possession, un prêt de Dieu. C'est à l'intérieur de ces limites que le *Décatalogue* consacre le bien-fondé de la propriété. — A l'époque du Christ la terre était entre les mains de petits propriétaires qui l'exploitaient eux-mêmes, avec leurs fils et quelques ouvriers. Et le Seigneur paraît avoir considéré cet état de choses comme naturel. En tout cas, jamais il ne l'a condamné. L'apôtre Paul a exprimé ce que doit être le comportement chrétien à ce propos par les mots : posséder comme si l'on ne possédait pas ; posséder les choses sans jamais *être possédé* par elles (I Cor. VII, 29 ss.).

La Bible fait mieux que justifier ou condamner la propriété. Elle exige une attitude très nette en face de la vie : l'existence tout entière du croyant, une obéissance à Dieu dans le service des frères. Ce qui donne à la propriété privée une triple raison d'être : une garantie d'existence pour l'homme ; une garantie de sécurité ; une garantie d'indépendance personnelle. Prétendre, sous prétexte d'abus (criants certes parfois), condamner le principe même de la propriété aboutirait promptement à détendre les ressorts de l'énergie humaine.

En somme, le vrai problème est celui-ci : quelle sera la limite de la propriété privée ? Et voici la solution inspirée par l'Évangile : Aussi longtemps qu'autour de nous des hommes seront dans la misère, il est répréhensible de la part d'un chrétien de garder pour soi et pour les siens plus que ne réclame la profession, entendue au sens large.

C'est dire que le disciple du Christ doit à la fois : accepter de posséder quelque chose, mais en se souvenant qu'il est un simple administrateur ;

posséder, mais en demeurant toujours libre spirituellement.

Essayons en terminant de répondre à cette double question : quelle doit être dans l'existence quotidienne l'attitude du chrétien et celle de l'Eglise en face des problèmes économiques et sociaux ?

Le croyant s'inspirera de deux données bibliques : La requête de l'oraison dominicale d'abord : « Que ta volonté soit faite sur la terre comme au ciel. » Chaque fois qu'un chrétien répète ces paroles, il s'engage devant Dieu à travailler dans la mesure de ses forces à l'avènement d'un ordre économique meilleur. S'il ne le fait pas, il blasphème. L'indifférentisme économique et social, préconisé par plusieurs aujourd'hui au nom des données eschatologiques du Nouveau Testament, est donc exclu. L'attente du retour du Christ doit jouer un grand rôle dans l'existence du fidèle, mais cette attente doit être agissante ;

le second des deux plus grands commandements, aussi : « Tu aimeras ton prochain comme toi-même » ; c'est-à-dire : tu t'efforceras chaque jour, dans toutes les relations d'ordre économique et social, de traiter ton prochain comme un frère.

Le chrétien se trouve donc placé en face d'une double tâche : tâche lointaine : travailler, à la place où Dieu l'a mis, à la venue d'un ordre social meilleur. Les résultats de cet effort ne sauraient être immédiats. Les difficultés à surmonter sont considérables, il faut en être conscient. D'autre part, dans notre monde du péché et de la mort, tout ordre économique nouveau fût-il beaucoup préférable au précédent, sera encore entaché d'injustice ;

tâche immédiate, pressante : lutter en toute occasion contre le courant d'égoïsme qui entraîne le monde. Cela en s'efforçant de faire toujours de sa profession, envisagée comme une vocation, un service fraternel.

Quant à l'Eglise, sa mission première, irremplaçable : prêcher l'Évangile. Non pas un Évangile social. L'Évangile de Jésus-Christ mort et ressuscité pour nous. Car l'Évangile pris au sérieux dans chacune de ses exigences a forcément un retentissement considérable dans l'ordre économique et dans l'ordre social. S'il n'apporte pas toute prête la solution des problèmes, il fait mieux : il suscite un esprit fraternel. Cet esprit ne dispense pas le chrétien d'étudier les questions pour elles-mêmes. Il les éclaire, et, par là, aide puissamment à les résoudre.

L'Eglise a aussi pour tâche d'exercer la bienfaisance — une bienfaisance éclairée. Les paroles qui ne sont pas accompagnées

d'actes constituent un des aspects les plus lamentables du péché. L'Évangile n'est plus l'Évangile s'il n'est pas, sur ce point-là aussi, la religion de l'incarnation. Aux premiers temps du christianisme — si nous en croyons le livre des *Actes* — il y avait des diacres, dont la tâche était nettement définie. C'est significatif : le premier « office » de l'Église, un office social. Il faut que sur ce point aussi nos Églises en reviennent à la Bible, afin de décharger les pasteurs de tant de devoirs d'assistance qui grignotent leurs journées et les empêchent de se renouveler intellectuellement et spirituellement.

L'Église fidèle osera également proclamer à la face du monde qu'il existe une opposition profonde entre la réalité sociale actuelle et une réalité qui serait dominée par l'esprit du Christ. (Cela sans méconnaître la complexité des problèmes). Elle affirmera bien haut que les maux économiques et sociaux dont souffre le monde viennent surtout de l'impiété des hommes, de celle des dirigés comme de celle des dirigeants, sans oublier l'impiété de l'Église elle-même. Elle rappellera sans se lasser que la seule amélioration sociale digne de ce nom viendra d'une obéissance plus vraie de tous à la volonté de Dieu. L'Église ne dira donc pas le contraire de ce que disent économistes et sociologues ; elle dira autre chose, ce que seule elle peut dire. Dans un monde qui ne discerne que les réalités terrestres, elle fera retentir un message nettement eschatologique : la grande espérance du Royaume de Dieu qui vient.

Si nos Églises, aujourd'hui désertées par les masses, veulent avoir un contact vivant avec elles, il faut qu'elles offrent aux ouvriers au moins autant que les organisations de gauche, mais sur un tout autre plan : de l'ordre, une communauté, une espérance qui enthousiasme.

De l'ordre : trop longtemps, sous prétexte que seul le spirituel importe, l'Église a laissé régner un grand désordre dans son sein. Comment prendre au sérieux le message d'une Église qui prétend mettre de l'ordre dans le monde et qui est incapable d'en faire régner... dans sa toute petite maison ?

Une communauté : sur ce point-là l'Église peut apporter aux masses ouvrières infiniment plus que leur groupe politique. Car la communauté dont parle le Nouveau Testament est tout autre chose que la camaraderie du parti. C'est « la société de ceux qui croient en Jésus-Christ et qui, afin de lui obéir, renoncent à leur égoïsme pour former une famille vivante, un corps où chacun est lié aux autres

par une commune vocation et un même service à l'égard de la communauté ; la société de ceux qui croient que le Saint-Esprit est puissant pour purifier leur cœur, pardonner leurs torts réciproques et les faire croître ensemble dans la foi et dans l'amour mutuel » (Emile Brunner).

Laquelle de nos paroisses en est là ?

Une espérance qui enthousiasme : cela, l'Eglise seule peut l'offrir, précisément parce qu'elle ne croit pas à l'établissement du Royaume de Dieu sur cette terre par les efforts de l'homme. Attirer les masses par des promesses toutes terrestres, c'est relativement facile, mais en fin de compte c'est les leurrer. Et quand les masses s'aperçoivent qu'elles ont été trompées — ce qui arrive fatalement un jour — il ne leur reste plus rien...

Seul l'Evangile renferme les promesses de la vie à venir et aussi les promesses de la vie présente. Seul l'Evangile, puissance de rédemption pour l'Au-delà, peut créer ici-bas déjà plus de justice et plus d'amour fraternel.

A l'Eglise de le montrer par des faits !

Alors seulement les masses désemparées viendront à elle et croiront en Jésus-Christ.

Edmond GRIN.